

a careful analysis of rural health care and low-culture attitudes toward health and disease. I strongly recommend both books to social and medical historians.

Ann F. La Berge

Virginia Polytechnic Institute and State University

Philip Benedict, ed. — *Cities and Social Change in Early Modern France*. New York: Routledge, 1992 (1st ed. London, 1989). Pp. 215.

À la fois synthèse et recueil d'articles, mais mieux encore que l'un ou l'autre, cet ouvrage plonge adroitement son lecteur au coeur des principales problématiques de l'histoire sociale des villes françaises des XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles. Philip Benedict brosse d'abord un tableau des connaissances actuelles et de leurs lacunes, préparant ainsi le terrain aux six siècles qui suivent. Ceux-ci permettent à leur tour d'apprécier de plus près les aspects concrets de la recherche historique récente dans ce domaine : sources, méthodes d'analyse, interprétations. Ainsi, les deux parties du volume — la synthèse et les monographies — présentent une belle complémentarité. La qualité soutenue de l'ensemble contribue à renforcer cet équilibre.

De Toulouse à Dijon, des rues cossues de Paris aux « gros bourgs » de Haute-Provence, du massacre de la Saint-Barthélemy à la Révolution, l'aire géographique et chronologique de cet ouvrage a été « taillée large ». Une impression d'homogénéité en ressort pourtant, car la plupart des études publiées dans ce recueil possèdent plusieurs traits en commun. Une ville, d'abord, comme essentiel point d'ancrage; seule l'étude de René Favier porte sur l'ensemble d'un réseau urbain, en l'occurrence celui des petites villes du Dauphiné. Dans chaque cas — sauf peut-être dans l'article de Robert A. Schneider qui porte sur les relations entre le roi, le Parlement du Languedoc et le gouvernement municipal de Toulouse — la recherche a pour but de décrire les diverses composantes de la société urbaine et leur comportement. Les problématiques abordées dans ce recueil sont donc plutôt vastes, de manière à remettre à jour les fondements mêmes de notre perception des structures sociales de la France moderne. Enfin et surtout, comme l'indique le titre de l'ouvrage, la plupart des textes ici réunis s'articulent autour d'une même préoccupation pour le changement. Changements, évolution, mutations : voilà ce que cherchent à révéler ces historiens auxquels on a donné trois siècles en pâture.

Certes, tous n'ont pas tenté de couvrir la période intégralement, mais quelques audacieux s'y sont risqués, notamment James R. Farr, qui a voulu observer les transformations de la structure sociale et économique de Dijon de 1450 à 1750, et Schneider qui a suivi de 1500 à 1789 le développement des rapports entre la ville et l'État absolutiste. Dans les autres articles également, on évoque volontiers des situations très éloignées dans le temps, à titre de points de comparaison. Par exemple, Robert Descimon éclaire le Paris de 1571 en se servant de documents du milieu du XVII^e siècle et Frederick M. Irvine souligne un contraste entre le Montpellier de la Renaissance et la même ville une centaine d'années plus tard. De tels survols historiques relèvent de la gageure; si ces auteurs s'en tirent généralement

bien, c'est qu'ils ont su fixer leur attention sur des questions précises et restituer les documents dans le contexte de leurs époques respectives. Même si quelques auteurs ont eu recours à des archives notariales (Claire Dolan, Irvine, Descimon) ou législatives (Schneider), ce sont les rôles fiscaux qui sont à l'honneur dans la majorité des études, car ils offrent un instantané de la population d'une ville, ou du moins d'une proportion importante de ses habitants. Dans la perspective d'une recherche axée sur le « changement social », ils ont aussi l'avantage de se reproduire à plusieurs années d'intervalle avec des modifications assez mineures de leur fonction et de leur forme. Ils permettent donc quelques analyses quantitatives, à condition de se mettre en garde contre des comparaisons bancales et d'éviter les tableaux ou les graphiques trop complexes, règle qui n'a cependant pas toujours été observée avec circonspection en ces pages.

De tous ces travaux, on retiendra certaines conclusions particulièrement éclairantes, voire stimulantes. Les progrès rapides de l'administration royale à partir du XV^e siècle sont connus, de même que leur corollaire, l'envahissement des officiers royaux à l'intérieur des élites urbaines. Ce processus est décrit en détail dans l'article d'Irvine sur Montpellier, une ville où la bourgeoisie marchande a dû s'incliner devant des officiers royaux toujours plus jaloux de leurs prérogatives, perdant la force du nombre, la suprématie de sa fortune matérielle et son rôle politique. Avec l'étude de Farr, on arrive en outre à entrevoir les conséquences de ce phénomène sur l'ensemble de la structure sociale d'une ville, ici Dijon : l'essor du commerce local, l'enrichissement relatif des corps de métiers qui répondent aux besoins d'ostentation de cette nouvelle élite et le déclin des métiers du textile qui se réinstallent vraisemblablement dans les campagnes. Comme l'explique Descimon, cette mutation se double d'une modification de la topographie sociale, car les hommes de loi semblent vouloir à tout prix se détacher du monde des marchands, dont ils tirent pourtant leurs origines dans bien des cas.

Mais la société urbaine s'adapte également et surtout aux grands mouvements économiques de l'époque, notamment l'essor d'une économie de marché et la concentration progressive du capital. Les techniques nouvelles et l'évolution des goûts font apparaître des spécialités inconnues de la ville médiévale (ébénistes, bijoutiers, perruquiers) et font disparaître d'autres occupations du paysage urbain, pour les reléguer au monde rural. La contribution de Dolan permet par ailleurs de souligner la spécificité de diverses catégories d'artisans d'Aix-en-Provence, en montrant que leurs origines géographiques et les contraintes propres à leur métier les incitent à adopter des comportements familiaux également particuliers, qu'il s'agisse du choix d'un conjoint ou de celui d'exécuteurs testamentaires. Il importe donc d'éviter les généralisations outrancières : chaque métier vit selon sa logique interne.

Il y a plus. Comme l'illustre Favier, les modifications apportées à l'équilibre économique d'une région, soit par la construction de routes, par l'élimination de périls militaires ou par l'apparition de nouvelles activités industrielles, peuvent mettre en jeu l'existence même des villes. L'essor des unes fera le déclin des autres, à l'image d'un système de vases communicants. Cette dernière observation se présente à point nommé pour nous rappeler de remettre la ville en perspective, car

la ville, on le voit, est en fait un organisme vivant, composé d'une multitude d'éléments interdépendants et fortement influencé par son milieu ambiant. D'ailleurs, comme le démontre finalement très bien cet ouvrage, les villes vieillissent, elles aussi.

Lucie Larochelle
Université de Provence

Elizabeth Rapley — *The Dévotes: Women and Church in Seventeenth-Century France*. Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1990. Pp. xxvii, 283.

This volume is a gem. Going far beyond trite rhetoric about women's initiative snuffed by ecclesiastical resistance, it explores the richly detailed texture of female enterprise and achievement in a world dominated by religious values. Elizabeth Rapley presents the women as protagonists, not mere puppets of the Church, their families, or social necessity, and makes a convincing argument.

If "nuns" form a category separate from "women", the title is misleading, for this work actually deals with the développement of new religious communities, specifically teaching communities, during the *grand siècle*. Rapley's organizing theme, however, is that congregations were "born in the secular world, out of the intense involvement of women of all kinds with the new reformed Catholicism" (p. 254). Behind the diverse forms of female activism in this era lay a common source: the immense religious energy of the French Counter-Reformation, fired by the ideal of a life of perfection in the world, as promoted by François de Sales in his hugely popular *Introduction à la vie dévote*.

Eager to participate in the "christianization" of society, women addressed the crises of the century, namely the need for catechesis in the face of Protestant challenge and the multiple demands of a troubled society. Although a surprising number, like Alix Le Clerc in 1597, felt inspired "to create a new community of women to do all the good that was possible" (p. 64), this was opposed both by Tridentine legislation requiring strict cloister for nuns and by social mores that frowned on women as actors in the public sphere. Le Clerc and her contemporaries were therefore pressed into the cloistered mould, and their orders evolved into prominent, generally upper-class teaching congregations. Toward mid-century, women engaging in a wide range of charitable relief relinquished official religious status rather than their works, knowing "full well that they were nuns in all but name" (p. 7). This, Rapley argues, amounted to a "revolution, though a hidden one" (p. 93) by which, through the unlikely aegis of the Counter-Reformation, women simultaneously moved into public service and reframed the structures of female religious life in the Catholic Church.

This shift, although pivotal for women's history, has been neglected or disdained by historians (p. 247). While scholarly monographs on individual communities are still badly needed (such as those of Marie-Cecile Gueudré on the Ursulines, Roger